**REPUBLIQUE
FRANCAISE**

PIERREVILLE

DEPARTEMENT
MEURTHE ET MOSELLE

**DELIBERATIONS DU CONSEIL
MUNICIPAL DE LA COMMUNE**

ARRONDISSEMENT
NANCY

Séance du 30 juin 2025

NOMBRE DE MEMBRES

En exercice : 10
Présents : 09
Votants : 09

L'an deux mille vingt-cinq le 30 juin à 20 h 30 le Conseil Municipal régulièrement convoqué, s'est réuni, dans le lieu habituel de ses séances, sous la Présidence de Monsieur le Maire
Présent : Thierry WEYER – Philippe MARCHAND – Aline SAINT-AYES – Stéphane PEULTIER – Béatrice TRIDON – Jean-Pol GERMAIN – Paulette BALTHAZARD – David GUIGUES – Céline GRADOS

DATE DE LA CONVOCATION

23 juin 2025

DATE D’AFFICHAGE

2 juillet 2025

Absente excusée : Sophie PINOT

A été nommé secrétaire : David GUIGUES

2025-0017) 5 INSTITUTIONS ET VIE POLITIQUE

5.7 Intercommunalité

CONVENTION AVEC COMMUNAUTE DE COMMUNES MOSELLE ET MADON - REFACTURATION DES TRAVAUX ASSAINISSEMENT CHEMIN DE XEUILLEY – DECISION MODIFICATIVE

Le maire rappelle au conseil que la commune de Pierreville a ouvert à l'urbanisation un secteur de 7 parcelles à construire situé chemin de Xeulley, en zone 1AU.

Les études techniques ont fait apparaître une forte imperméabilité du sol. Il a été nécessaire de réaliser un réseau visant à recueillir les eaux de rejet des dispositifs d'assainissement autonome ainsi qu'un dispositif de rétention des eaux pluviales de la voirie. Ces travaux relevaient de la communauté de communes Moselle et Madon et se sont élevés à environ 30 000 €.

Il convenait donc, par accord entre la commune et l'intercommunalité, de définir un montage financier spécifique pour couvrir ces dépenses.

Le taux de la taxe d'aménagement est, dans ce secteur, majoré à 8 %, ce qui laissait prévoir une recette de 10 000 à 15 000 € au-delà des 5 points qui reviennent habituellement à la CCMM en zone AU, pour financer notamment la compétence PLUi.

Commune et CCMM se sont accordées sur le montage suivant, approuvé par délibération du conseil communautaire le 19 novembre 2020 :

- L'intégralité de la recette de taxe d'aménagement perçue sur ce secteur est conservée par la CCMM
- La commune verse en outre à la CCMM un fonds de concours égal à 50 % du montant des travaux portés par la communauté de communes. Le montant du fonds de concours est réduit au prorata si les travaux s'avèrent moins coûteux ou si la recette de taxe d'aménagement est supérieure aux prévisions.

Aux termes de ce montage, et après réalisation des travaux et perception des recettes de taxe d'aménagement, le bilan de l'opération se présente comme suit :

Coût HT des travaux (dont maîtrise d'œuvre) : 29 534 €

Recette de TA perçue au-delà des 5 points : 11 907 €

Coût net des travaux communautaires : $29\,534 - 11\,907 = 17\,627$ €

Le fonds de concours à verser par la commune à la CCMM est donc fixé à $17\,627 \times 50\% = 8\,813$ €.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,

- prend acte du bilan des travaux communautaires de viabilisation du chemin de Xeuilley

- Accepte de régler à la CCMM le fonds de concours à hauteur de 8 813 €.

Décide d'adopter la décision modificative comme suit :

c/231 : - 8 813€

c/2041512 : + 8 813€

2025-0018) 5 INSTITUTIONS ET VIE POLITIQUES

5.7 Intercommunalité

CONVENTION AVEC SIEP – MODIFICATION DE LA DUREE POUR LE CONTROLE DE POTEAUX INCENDIE

Le maire rappelle aux membres du conseil municipal de la délibération du 17 novembre 2017 concernant le désengagement du SDIS pour la mesure des poteaux incendie repris par le SIEP

En rappel :

La Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI) est une compétence communale, sous la responsabilité du Maire, dont le financement doit être assuré par le budget général.

Le Règlement Départemental de la Défense Extérieure Contre l'Incendie donne les règles et les attendus, dont un contrôle intégral des Point d'Eau Incendie (PEI) une fois tous les 3 ans.

- Les PEI sont majoritairement raccordés au réseau d'eau pour lequel le Syndicat est compétent.

La collectivité compétente en matière de DECI, la Commune, peut faire appel à un tiers pour effectuer tout ou partie de ses missions.

Le Syndicat des Eaux propose de réaliser ces contrôles, dont les mesures sur les poteaux incendie, sur l'ensemble de son territoire – délibération syndicale n°622 du 15/04/2025 (qui abroge la délibération syndicale n°417 du 24/04/2017). Ces contrôles seront faits à titre gracieux par le Syndicat des Eaux pour le compte de la Commune.

Pour ce faire, une convention de coopération public-public pour l'assistance technique de contrôle de la DECI doit être établie entre la Commune et le Syndicat des Eaux.

Cette convention annexée à la présente délibération inscrit les conditions et les limites de l'assistance apportée par le Syndicat des Eaux à la Commune.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- **Autorise**, Monsieur, le Maire à signer la convention de coopération public-public pour l'assistance technique de contrôle des PEI de la DECI avec le Syndicat des Eaux de Pulligny & du Saintois,

- **Accepte** que les coûts des dits contrôles soient supportés dans la gestion syndicale,
- **Autorise**, Monsieur, le Maire à prendre les dispositions nécessaires à l'exécution de cette délibération.

2025-0019) 5 INSTITUTIONS ET VIE POLITIQUE

5.7 Intercommunalité

CCMM – INSTAURATION DU PERMIS DE DEMOLIR

Selon l'article R 421-27 du code de l'urbanisme, le conseil municipal peut instituer une obligation de dépôt de permis de démolir pour tous travaux ayant pour objet de démolir ou de rendre inutilisable tout ou partie d'une construction située dans la commune ou sur une partie de la commune.

Sur proposition de Mr le Maire,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,

- Institue l'obligation de dépôt d'un permis de démolir pour tous travaux ayant pour objet de démolir ou de rendre inutilisable tout ou partie d'une construction située dans le périmètre toute la commune est concernée par le permis de démolir

2025-0020) 8 DOMAINES DE COMPETENCES PAR THEMES

8.4 Aménagement du territoire

RECENSEMENT DE LA VOIRIE DE PIERREVILLE EN METRE LINEAIRE

- **Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2334-22,L. 2334-22-1 et article R. 2334-6,
- **Vu** le Code de la voirie routière
- **Considérant** qu'au regard des dernières cessions et acquisitions opérées par la Commune de Pierreville, il convient d'actualiser le tableau de recensement de la voirie communale ;
- **Considérant** que le mode de calcul de la Dotation Globale de Fonctionnement s'appuie en particulier sur le critère concernant la longueur de voirie communale publique
- **Considérant** la nécessité d'actualiser le tableau d'inventaire des voiries et d'approuver le linéaire de voirie mis à jour pour 5041 mètres linéaires,

Le conseil municipal après en avoir délibéré

- Approuve le tableau de recensement de la voirie comme ci-annexé.
- Approuve le linéaire de voirie de 5 041 mètres linéaires.
- Autorise Monsieur le Maire à accomplir les démarches afférentes et notamment à déclarer ce nouveau linéaire de voiries communales publiques auprès des services de l'Etat dans le Département pour le calcul de la Dotation Globale de Fonctionnement.

VOIRIE DE PIERREVILLE

CHEMIN DU ROUAU	247
CHEMIN DERRIERE LA VILLE	96
RUE DES HAUTS JARDINS	178
RUE DU FAUBOURG	172
RUE DE LA CHALADE	330
RUE DE XEUILLEY	221
RUE D'AUTREY	786
GRANDE RUE	183
PETITE RUE	213
RUE DES PAQUIS	156
RUE DE L'EGLISE	159
CHEMIN DE LA FONTAIRE	74
CHEMIN DU MADON	85
ROUTE D'HOUELMONT	1765
ROUTE DE XEUILLEY	280
RUE DE LA GARE	76
TOTAL	5041

2025-0021) 7 FINANCES LOCALES**7.10 Divers****CONVENTION AVEC LE CDG – RELATIVE A L'INTERVENTION D'UN AGENT CHARGE DE L'INSPECTION EN SANTE ET SECURITE AU TRAVAIL**

Le maire informe les membres du conseil de l'utilité de mettre en place avec le CDG 54, la convention pour le chargé d'inspection en santé et sécurité au travail CISST. Cette convention bipartite préalable à l'utilisation de la mission CISST conclue jusqu'au 31 décembre 2026, elle permet de faire appel au service prévention des risques professionnels pour une mission d'inspection.

Le chargé d'inspection en santé et sécurité au travail fait l'objet d'une facturation spécifique

Le conseil municipal après en avoir délibéré

- Donne tout pouvoir au maire pour signer la convention pour le chargé d'inspection en santé et sécurité au travail CISST avec le CDG 54

2025-0022) 7 FINANCES LOCALES

7.10 Divers

CONVENTION AVEC LE CDG - PERSONNEL TEMPORAIRE

Le maire informe les membres du conseil de l'utilité de mettre en place avec le CDG 54 une convention pour le service de personnel temporaire

La Convention bipartite préalable à l'utilisation du service de personnel temporaire est conclue jusqu'au 31 décembre 2026, elle permet de faire appel à la mission intérim, en fonction de vos besoins, pendant toute cette période.

le service de personnel temporaire fait l'objet d'une facturation spécifique.

Le conseil municipal après en avoir délibéré

Donne tout pouvoir au maire pour signer la convention personnelle temporaire avec le CDG

2025-0023) 7 FINANCES LOCALES

7.10 Divers

CONVENTION AVEC LE CDG - DESIGNATION D'UN REFERENT DEONTOLOGUE POUR LES ELUS DES COLLECTIVITES

La loi dite « 3DS » relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale adoptée définitivement par l'Assemblée nationale et le Sénat les 8 et 9 février 2022 dispose du droit à compter du 1^{er} juin 2023, pour les élus locaux, à consulter un référent déontologue pour les conseiller sur le respect des principes déontologiques consacrés par la charte de l'élu local créée par la loi du 31 mars 2015.

Le décret d'application n°2022-1520 du 6 décembre 2022 fixe les modalités et les critères de désignation du référent déontologue de l'élu local et précise ses obligations et les moyens dont il peut disposer pour exercer ses missions.

Chaque collectivité doit désigner le référent déontologue pour les élus locaux par voie de délibération. Le référent doit œuvrer en toute indépendance et impartialité et est choisi en raison de son expérience et de ses compétences. Plusieurs collectivités peuvent désigner le même référent déontologue pour leurs élus par délibérations concordantes.

La délibération doit préciser la durée de l'exercice de ses fonctions, les modalités de sa saisine et de l'examen de celle-ci, ainsi que les conditions dans lesquelles les avis sont rendus. Elle précise également les moyens matériels mis à sa disposition et les éventuelles modalités de rémunération prévues à l'article R. 1111-1-C du code général des collectivités.

Il peut être procédé au renouvellement des fonctions du référent déontologue dans les mêmes conditions.

Le décret prévoit également que la délibération peut prévoir le remboursement de leurs frais de transport et d'hébergement dans les conditions applicables aux personnels de la fonction publique territoriale.

L'arrêté du 6 décembre 2022 pris en application du décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif à la rémunération du référent déontologue de l'élu local fixe à 80 euros par dossier, le montant maximum de l'indemnité, prenant la forme de vacations et pouvant être versée par personne désignée, quand la configuration n'est pas collégiale.

Dans ce cadre, il vous est proposé de nommer Monsieur Daniel GILTARD, membre honoraire du Conseil d'Etat, l'actuel référent déontologue et laïcité des agents, comme référent déontologue des élus jusqu'au 31 mai 2026, et de prévoir le remboursement de ses éventuels frais de transport et d'hébergement dans les conditions applicables aux personnels de la fonction publique territoriale.

Afin de faciliter sa saisine par les élus et sa gestion des dossiers, il vous est également proposé d'adhérer au service d'assistance au référent-déontologue des élus proposé par le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de Meurthe-et-Moselle et d'autoriser le Maire/Président à signer la convention idoine.

Il est proposé au conseil municipal

- De nommer Monsieur Daniel GILTARD, membre honoraire du Conseil d'Etat, en qualité de référent déontologue pour les élus de la collectivité jusqu'au 31 mai 2026 ;
- De prévoir le remboursement de ses frais de transport et d'hébergement aux conditions applicables aux personnels de la fonction publique territoriale ;
- D'autoriser le maire à signer la convention avec le centre de gestion pour faciliter la saisine par les élus de leur référent déontologue.

Le conseil municipal après en avoir délibéré

Donne tout pouvoir au maire pour signer la convention pour la désignation d'un référent déontologue pour les élus des collectivités avec le CDG

2025-0024) 7 FINANCES LOCALES

7.10 Divers

CONVENTION AVEC LE CDG - A L'INITIATIVE DES PARTIES OU A L'INITIATIVE DU JUGE ADMINISTRATIF OU MEDIATION PREALABLE OBLIGATOIRE

Le Maire informe l'assemblée :

La médiation est un dispositif novateur qui peut être défini comme un processus structuré, par lequel deux ou plusieurs parties tentent de parvenir à un accord en vue de la résolution amiable de leur différend, avec l'aide d'un tiers, le médiateur.

Ce mode de règlement alternatif des conflits (sans contentieux) est un moyen de prévenir et de résoudre plus efficacement certains différends, au bénéfice :

Des employeurs territoriaux, qui peuvent souhaiter régler le plus en amont possible et à moindre coût certains litiges avec leurs agents, dans le respect des principes de légalité et de bonne administration, ainsi que des règles d'ordre public ;

Des agents publics, qui peuvent ainsi régler, dans l'échange, leur différend avec leur employeur de manière plus souple, plus rapide et moins onéreuse.

En outre, la durée moyenne d'une médiation ne dépasse pas quelques semaines, ce qui est très court par rapport aux délais de jugement moyens qui sont constatés devant les juridictions administratives, sans compter l'éventualité d'un appel ou d'un pourvoi en cassation.

Les centres de gestion, tiers de confiance auprès des élus employeurs et de leurs agents, se sont vu confier par le législateur, outre la mise en œuvre de la médiation préalable obligatoire, la possible mise en œuvre des médiations à l'initiative des parties ou du juge.

En effet, la loi n° 2021-1729 du 22 décembre 2021 pour la confiance dans l'institution judiciaire a légitimé les centres de gestion pour assurer des médiations dans les domaines relevant de leurs compétences à la demande des collectivités territoriales et de leurs établissements publics. Elle a en effet inséré un article (article 25-2) dans la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 qui oblige les centres de gestion à proposer par convention, une mission de médiation préalable obligatoire prévue à l'article L. 213-11 du code de justice administrative. Elle permet également aux centres de gestion d'assurer une mission de médiation à l'initiative des parties ou du juge prévu aux articles L. 213-5 à 213-10 du même code.

La médiation à l'initiative des parties diffère de la médiation préalable obligatoire en ce qu'elle peut également être initiée par l'employeur et pas uniquement par un agent. La médiation à l'initiative des parties n'est pas circonscrite aux cas de décisions individuelles défavorables visées à l'article 2 du décret n° 2022-433 du 25 mars 2022, dans la mesure où elle concerne tout type de litige (à l'exclusion toutefois des avis ou décisions des instances paritaires, médicales, de jurys ou de toute autre instance collégiale administrative obligatoirement saisie ayant vocation à adopter des avis ou des décisions). Par ailleurs, la médiation à l'initiative des parties peut intervenir à tout moment en dehors de toute procédure juridictionnelle. Cette médiation ne se mettra en œuvre que si elle est acceptée par l'employeur et la ou les agent(s) avec lequel (lesquels) il existe un conflit.

La médiation à l'initiative du juge diffère également de la médiation préalable obligatoire dans la mesure où il appartient au juge administratif d'initier la médiation après accord des parties. Ainsi, la médiation à l'initiative du juge est susceptible d'intervenir à tout moment d'une action juridictionnelle. La médiation à l'initiative du juge n'est pas circonscrite aux cas de décisions individuelles défavorables visées à l'article 2 du décret n° 2022-433 du 25 mars 2022, dans la mesure où elle concerne tout type de contentieux (à l'exclusion toutefois des avis ou décisions des instances paritaires, médicales, de jurys ou de toute autre instance collégiale administrative obligatoirement saisie ayant vocation à adopter des avis ou des décisions). Cette médiation ne se mettra en œuvre que si elle est acceptée par l'employeur et la ou les agent(s) avec lequel (lesquels) il existe un conflit.

Les missions de médiation sont ainsi assurées par le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de Meurthe-et-Moselle sur la base de l'article 25-2 de la loi statutaire n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée.

Il s'agit de missions auxquelles les collectivités et leurs établissements publics peuvent adhérer volontairement à tout moment, par délibération et convention conclue avec le centre de gestion.

S'agissant de la médiation préalable obligatoire, en y adhérant, la collectivité choisie que les recours formés contre des décisions individuelles dont la liste est déterminée par décret et qui concernent la situation de ses agents sont, à peine d'irrecevabilité, précédés d'une tentative de médiation.

Le décret n° 2022-433 du 25 mars 2022 établit la liste des litiges ouverts à la médiation préalable obligatoire ainsi qu'il suit :

- Décisions administratives individuelles défavorables relatives à l'un des éléments de rémunération mentionnés à l'article L. 712-1 du code général de la fonction publique

Décisions de refus de détachement ou de placement en disponibilité et, pour les agents contractuels, les refus de congés non rémunérés prévus aux articles 15,17, 18 et 35-2 du décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié, relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

Décisions administratives individuelles défavorables relatives à la réintégration à l'issue d'un détachement, d'un placement en disponibilité ou d'un congé parental ou relatives au réemploi d'un agent contractuel à l'issue d'un congé mentionné au point précédent ;

Décisions administratives individuelles défavorables relatives au classement de l'agent à l'issue d'un avancement de grade ou d'un changement de cadre d'emplois obtenu par promotion interne ;

Décisions administratives individuelles défavorables relatives à la formation professionnelle tout au long de la vie ;

Décisions administratives individuelles défavorables relatives aux mesures appropriées prises par les employeurs publics à l'égard des travailleurs handicapés en application des articles L. 131-8 et L. 131-10 du code général de la fonction publique ;

Décisions administratives individuelles défavorables concernant l'aménagement des conditions de travail des fonctionnaires qui ne sont plus en mesure d'exercer leurs fonctions dans les conditions prévues par le décret n° 85-1054 du 30 septembre 1985 modifié, relatif au reclassement des fonctionnaires territoriaux reconnus inaptes à l'exercice de leurs fonctions.

La conduite des médiations est assurée par des agents du centre de gestion formés et opérationnels, qui garantissent le respect des grands principes de la médiation : indépendance, neutralité, impartialité, confidentialité, principes rappelés notamment dans la charte des médiateurs des centres de gestion élaborée sous l'égide de la Fédération Nationale des Centres de Gestion.

Afin de faire entrer la collectivité dans le champ de ces dispositifs de médiation préalable obligatoire, médiation à l'initiative des parties ou l'initiative du juge, il

convient de prendre une délibération autorisant l'autorité territoriale à conventionner avec le Centre de gestion de Meurthe-et-Moselle
Vu le code de justice administrative, et notamment ses articles L. 213-1 et suivants et R. 213-1 et suivants,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 25-2,

Vu la loi n° 2021-1729 du 22 décembre 2021 pour la confiance dans l'institution judiciaire,

Vu le décret n° 85-643 du 26 juin 1985 modifié relatif aux centres de gestion,

Vu le décret n° 2022-433 du 25 mars 2022 relatif à la procédure de médiation préalable obligatoire applicable à certains litiges de la fonction publique et à certains litiges sociaux,

Le conseil municipal après en avoir délibéré

DÉCIDE :

De rattacher la collectivité aux dispositifs de médiation préalable obligatoire, médiation à l'initiative du juge ou à l'initiative des parties, prévus par les articles L. 213-1 et suivants du code de justice administrative et d'adhérer en conséquence à la mission proposée à cet effet par le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de Meurthe-et-Moselle ;

D'autoriser le Maire à conclure les conventions (convention relative à la médiation préalable obligatoire et la convention à l'initiative des parties ou du juge) proposées par le Centre de gestion figurant en annexe de la présente délibération.

2025-0025) 7 FINANCES LOCALES

7.10 Divers

PARTICIPATION AU CONGRES DES MAIRES 2025

Le Maire informe l'assemblée :

Considérant que :

- Le Congrès des Maires de France est un événement annuel qui rassemble les maires et présidents d'intercommunalités de toute la France pour échanger sur les enjeux et les perspectives des collectivités territoriales.
- Le Maire représente la commune et a vocation à participer à cet événement dans l'intérêt de la collectivité locale.
- La participation du Maire au Congrès contribuera à renforcer les compétences et les réseaux nécessaires pour mener à bien ses missions.
- La prise en charge des frais de participation est prévue par l'article L 2123-18 du CGCT.

Il est proposé que le conseil accepte la prise en charge des frais engagés pour l'entrée, soit pris en charge par la commune

le conseil municipal après en avoir délibéré

le maire ne prend pas part au vote

- Accepte la prise en charge des frais d'entrée du Maire, Thierry WEYER au Congrès des Maires de France qui se tiendra du 18 au 20 novembre 2025.
- Dit que la dépense sera imputée sur le compte 6288 « autres services extérieurs ».

2025-0026) 7 FINANCES LOCALES

7.10 Divers

REMBOURSEMENT DES FRAIS DES ELUS LOCAUX

Le Maire rappelle que le remboursement des frais dont les élus locaux s'acquittent dans l'exercice de leur mandat ou de leurs fonctions dépend d'une part, de la nature des dépenses (frais de missions, frais de déplacement...) et d'autre part, des conditions dans lesquelles ces dépenses ont été engagées.

D'une manière générale, les frais de séjour ou frais de mission font l'objet d'un remboursement forfaitaire dans la limite des indemnités allouées aux fonctionnaires de l'Etat (art. R2123-22-1 du CGCT).

Les frais de séjour peuvent également faire l'objet d'un remboursement aux « frais réels », à condition toutefois que les dépenses ne soient pas excessives au regard de la nature et du lieu de la mission, ce qui pourrait être vérifié, le cas échéant sanctionné, lors du contrôle exercé par la chambre régionale des comptes.

Tout versement d'une somme globale forfaitaire est prohibé, mais pour tenir compte de l'importance de certains engagements, la commune peut couvrir directement les dépenses faites par les élus, ce qui ne la dispense pas de respecter les limites ci-dessus évoquées.

L'article R 2123-22-2 stipule que les membres du conseil municipal peuvent prétendre, sur présentation de pièces justificatives, à la prise en charge des frais de transport et de séjour qu'ils engagent à l'occasion de leurs déplacements hors du territoire de la commune pour prendre part aux réunions des organismes dont ils font partie. Les frais de transport pour l'utilisation d'un véhicule personnel font l'objet d'un remboursement forfaitaire dans la limite des indemnités allouées aux fonctionnaires de l'Etat.

S'agissant des autres moyens de transport, les conseillers municipaux bénéficient d'un remboursement aux « frais réels » sur présentation des titres de transport correspondants : billets de chemins de fer (2^{ème} classe) ou d'avion (2^{ème} classe), de transport en commun, taxi, parking...

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,

- Accepte et décide le remboursement des frais aux élus.
- Dit que la dépense sera imputée sur le compte 65312

2025-0027) 7 FINANCES LOCALES

7.10 Divers

DEMANDE DE SUBVENTIONS POUR LE PROJET FERME LAMBERT –

Le Maire informe l'assemblée :

L'équipe municipale porte une volonté forte de dynamiser la commune en favorisant l'implantation de services à la population, et en permettant à des seniors de rester dans le village grâce à une offre de logements adaptés à leurs besoins.

En plein cœur du bourg, une ancienne ferme est en friche depuis plus d'une dizaine d'années. Son état général est fortement dégradé et continue à se détériorer. La ferme qui appartenait à la société Vicat a été vendue à la commune en date du 29 août 2023.

La commune a construit un projet de restructuration complète de la friche, afin de proposer à la population des services de santé, de garde d'enfants et des logements locatifs.

Ce projet s'inscrit en cohérence avec les orientations du plan local d'urbanisme intercommunal adopté en mai dernier, qui préserve au maximum les terres agricoles et les zones naturelles et privilégie le recyclage du foncier existant. Ainsi, à Pierreville, aucune zone AU n'a été mise en place.

L'opération consiste en la réhabilitation lourde de l'ancienne ferme, datant du 18^{ème} siècle et d'une emprise au sol d'environ 660 m², située 2A rue du Faubourg à Pierreville.

L'enveloppe du bâtiment sera conservée, notamment pour préserver la continuité du linéaire de maisons mitoyennes, typique des villages lorrains.

Le bâtiment fera l'objet d'une restructuration complète pour y aménager les espaces suivants :

- 4 logements, occupant une surface au sol de 276 m² au total. 3 logements seront d'une surface comprise entre 45 et 60 m², avec une seule chambre. 1 logement sera plus grand (75 m²), avec 2 chambres et 2 salles d'eau, pour ouvrir la possibilité d'une « colocation » entre 2 personnes seules. Le programme prévoit des espaces partagés : buanderie et surtout une salle commune de 32 m², pour permettre aux locataires de se retrouver et de partager des moments en commun.
- Un espace santé de 163 m², comprenant 5 pièces de type « cabinet médical », pour permettre l'accueil de médecins, d'infirmiers et d'un secrétariat médical et de profession paramédicale.
- Un espace de 103 m² destiné à accueillir une maison d'assistants maternels.

Un patio, espace partagé surplombé d'une flamande servira de lieu de convivialité pour nos habitants et les résidents.

Une « rue », fermée à la circulation automobile, traversera le bâtiment et fera la liaison avec le parking situé à l'arrière. Les espaces extérieurs comprendront un jardin partagé.

A terme, la commune projette également de faire l'acquisition du bâtiment mitoyen, qui après réaménagement permettra d'accueillir la mairie et une salle polyvalente. Les bâtiments actuels de la mairie et de la salle seront cédés pour être transformés en logements.

Le cout prévisionnel est estimé à 2 500 000 euros HT : travaux, maîtrise d'œuvre et frais annexe et imprévus.

Ce projet nécessite la sollicitation d'aides de l'Etat, de la Région Grand Est, du département, de la Communauté de communes de Moselle et Madon, de la Caisse d'allocations familiales, l'Agence de l'eau, de la CARSAT et tout organismes susceptibles de financer ce projet.

Le conseil municipal après en avoir délibéré

AUTORISE :

Le Maire à solliciter les demandes de subvention pour ce projet de lourde réhabilitation d'une ancienne ferme auprès de :

- l'Etat
- la Région Grand Est
- le Département
- la Communauté de de Communes de Moselle et Madon
- l'Agence de l'eau
- la CARSAT
- la Caisse d'Allocations Familiales
- Tous organismes susceptibles de financer ce projet

Le Maire
Thierry WEYER

Réunion du CONSEIL MUNICIPAL qui aura lieu le **Lundi 30 Juin à 20h30** dans la salle du conseil municipal

Ordre du jour :

1. Convention avec Communauté de Communes Moselle et Madon – refacturation travaux assainissement – décision modificative
2. SIEP – modification de la durée pour le contrôle des points d'eau incendie
3. Communauté de Communes Moselle et Madon : instauration du permis de démolir
4. Recensement de la voirie de Pierreville en mètre linéaire
5. Convention CDG
 - Relative à l'intervention d'un agent chargé de l'inspection en santé et sécurité au travail
 - Mise à disposition de personnel dans le cadre de la mission intérim
 - Désignation d'un référent déontologue
 - Mission d'assistance au référent déontologue des élus
 - Médiation à l'initiative des parties ou à l'initiative du juge administratif
 - Médiation préalable obligatoire
6. Congrès des maires 2025
7. Remboursement des frais des élus locaux
8. Demande de Subventions pour le projet ferme Lambert -APD